

# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 11 MARS 1990

N° 187

PRIX: 4 FF



A  
F  
R  
I  
Q  
U  
E

SOMMAIRE

AU

VERSO

**DES DICTATURES**

**EBRANLEES PAR**

**L'ACTION DES TRAVAILLEURS**

## SOMMAIRE

Pages 2 et 3

- Editorial

Pages 4 et 5

- Côte d'Ivoire: la population dit non à l'austérité.

Page 6

- Les travailleurs de l'ECCI en grève.

Pages 7 et 8

- Gabon: la colère populaire a ébranlé la dictature de Bongo...

Page 9

- Mitterrand expulse un opposant gabonais pour montrer son soutien aux dictateurs.

Page 10

- Sénégal: Diouf est un ennemi déclaré des travailleurs, mais ceux qui convoitent son poste le sont également.

## ABONNEMENT

France: 1 an

- Pli ouvert: 70 FF

- Pli fermé: 85 FF

Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-poste courants.

Etranger

Même tarif mais uniquement en coupons-réponses internationaux.

## ADRESSE

DUFFEAL - COMBAT OUVRIER  
Pour le PAT B.P. 42  
92114 - CLICHY Cedex

## é d i t o r i a l

### AFRIQUE

#### DES DICTATURES EBRANLEES PAR L'ACTION DES TRAVAILLEURS

Ces dernières semaines, plusieurs pays africains: Gabon, Côte d'Ivoire, Sénégal, Niger, etc. ont été secoués par des grèves des travailleurs et des émeutes des jeunes des quartiers populaires. Même là où, comme au Gabon, tout a commencé avec les manifestations étudiantes, c'est l'action des travailleurs qui a donné à ces manifestations l'ampleur et la profondeur nécessaires.

Les travailleurs et les pauvres ont ras-le-bol des conditions de vie de plus en plus difficiles. Les étudiants en ont assez de leurs conditions d'études précaires.

Depuis des années, au nom de la crise, les dirigeants ont imposé aux populations de se serrer toujours un peu plus la ceinture. C'est ainsi que les travailleurs ont vu leurs salaires considérablement baisser ou bloqués depuis des années comme au Gabon. Pour les paysans, le prix garanti aux cultures d'exportation a baissé, parfois de moitié comme c'est le cas en Côte d'Ivoire.

En plus de la diminution de leurs salaires, les populations sont obligées de payer de plus en plus cher les produits de première nécessité. Dans le même temps que les dirigeants imposent des sacrifices aux populations, non seulement ils n'ont pas vu baisser leur salaire ni égratigner leur superflu, mais ils ont continué à s'enrichir par divers moyens frauduleux tels que le détournement des fonds publics.

Donc d'un côté, il y a le luxe. De l'autre la vie chère, la misère auxquelles s'ajoute la dictature, rendant la situation de plus en plus insupportable. Et voilà qu'avec l'effondrement des prix du cacao, de l'arachide, du coton, du pétrole, de l'uranium, etc, les dirigeants prennent de nouvelles mesures d'austérité pour faire payer encore aux populations les frais de la crise.

Celles-ci n'ont donc pas d'autre choix que de se révolter. "Trop, c'est trop" ont crié à juste titre des manifestants dans les rues d'Abidjan. Les travailleurs ont raison de montrer leur colère contre les riches et leur pouvoir. Ils ont raison de dire "qu'il faut faire payer les "grotos" et autres riches qui ont vidé les caisses de l'Etat.

Pris de panique, les dirigeants font semblant de "comprendre" ceux qui se révoltent. Eux qui hier encore justifiaient leur politique d'austérité en disant que c'était la seule politique à appliquer face au poids de la crise et des dettes, ont pris peur et sont devenus brusquement compréhensifs. Eux qui, hier encore, étaient arrogants, méprisants et affichaient volontiers un luxe insolent, découvrent brusquement qu'il y a des injustices sociales.

... / ...

Ainsi, Bongo a fait cette découverte extraordinaire qu'il y avait des inégalités sociales et qu'il fallait reprendre "les choses de manière équitable". Pour tenter de calmer le mécontentement populaire, il a promis entre autres de revoir à la hausse les salaires. De son côté, Houphouët Boigny qui tenait absolument à imposer de nouveaux sacrifices aux populations est forcé de suspendre momentanément ceux-ci.

Cependant, ce n'est pas seulement les dictateurs africains qui ont eu peur, mais aussi les dirigeants des pays impérialistes, en particulier ceux de la France. Ainsi, le premier ministre Michel Rocard a déclaré que la France ne laisserait pas tomber ses "amis africains". Derrière cette "amitié" il y a des intérêts des banquiers et des industriels français à défendre et, pour intervenir militairement, le gouvernement français a d'ailleurs ses bases militaires installées dans certains pays d'Afrique.

En attendant, pour montrer le soutien des dirigeants français aux dictateurs africains, le gouvernement français a récemment expulsé un opposant gabonais.

Sous la pression de la rue, les dirigeants africains ont reculé en suspendant les mesures d'austérité qu'ils s'apprêtaient à annoncer. Mais ils ont simplement reculé pour mieux sauter. C'est une ruse de guerre. Si la pression des populations baisse, ils vont faire passer leurs mesures d'une façon ou d'une autre.

Par leur action, les travailleurs ont ébranlé le pouvoir des dictateurs et fait trembler ceux-ci. Ils ont montré aussi qu'ils ont la capacité de les renverser. En se servant du rôle économique irremplaçable qu'ils jouent dans la société comme d'un levier, ils peuvent le faire s'ils prennent politiquement conscience qu'ils forment une classe à part, opposée à la bourgeoisie.

Mais pour diriger eux-mêmes leurs luttes, pour canaliser leurs révoltes, leur énergie et les rendre efficaces afin de renverser le pouvoir des riches, pour arracher les libertés démocratiques et réorganiser la société en fonction de leurs besoins et de ceux de l'ensemble de la société, les travailleurs et avec eux tous les pauvres, ont besoin d'une organisation de classe révolutionnaire et communiste.



## COTE D'IVOIRE: LA POPULATION DIT NON A L'AUSTERITE

Depuis trente ans que Houphouët gouverne le pays, il n'a jamais vu de manifestants criant des slogans hostiles tels que: "Houphouët voleur! Houphouët corrompu! Houphouët y en a marre! Houphouët démission!". Tout ceci devant les caméras de la télévision et à la barbe des militaires et policiers.

Il y a eu de nombreuses arrestations, beaucoup de coups de matraques même sur des enfants. Les étudiants et élèves manifestant au Plateau devant les tours administratives ont été rejoints par des employés, des petits fonctionnaires qui, eux, ont aussi crié leur colère contre le gouvernement, contre les mesures d'austérité qu'on veut leur faire supporter en plus de ce qu'ils subissent déjà: 15 à 40% de réduction de salaires pour les employés de l'Etat, 10% pour les travailleurs du privé. Voilà le projet qu'Houphouët envisageait pour les travailleurs. En plus de cette diminution de salaire minimale, il veut augmenter de 1 à 11% la "taxe de solidarité". C'est la "contribution sociale".

Déjà, depuis la fin de l'année 1989, le régime avait imposé à l'ensemble des salariés une "cotisation volontaire" (mais tout de même obligatoire) puisque prélevée directement sur les salaires) pour soi-disant renforcer les moyens de l'Etat pour la "lutte contre l'insécurité".

Depuis des années, les salaires sont bloqués en Côte d'Ivoire tandis que la vie devient de plus en plus chère. Le gouvernement dit que, pour avoir de nouveau crédit auprès du FMI, celui-ci demande de faire une économie de 130 milliards de francs CFA sous forme de réduction de salaires, d'augmentation des impôts et des taxes.

Avec les baisses de salaires, il escompte une "économie" de 70 milliards de francs CFA environ, et 75 milliards au moins par la "contribution sociale". Il est prévu, selon les calculs froids des "experts", un "surplus" de 10 à 15 milliards par an que l'Etat envisage de "redistribuer sous forme de réduction de taxes et de factures d'électricité et eau".

Mais avant même que le gouvernement n'annonce officiellement toutes ces mesures d'austérité qui étaient déjà dans l'air, les grèves et les manifestations avaient déjà commencé. Les électriciens de l'ECCI avaient commencé d'arrêter de travailler. Les étudiants ont suivi. Le soir où Houphouët devait annoncer les dites mesures, les manifestants étaient déjà dans la rue.

La répression policière n'y a rien fait. Au contraire, elle n'a fait que motiver les contestataires. La contestation a fait tâche d'huile puisque Bouaké, la deuxième ville du pays, de même que Bingerville, l'ancienne capitale, ont été touchées. Finalement Houphouët a été obligé d'avaloir ses projets, même provisoirement. Les diminutions de salaires ont été "reportées à une date ultérieure".

Aux étudiants, il a diminué de moitié les prix du ticket de restaurant universitaire ainsi que du loyer des chambres dans les campus. Il croyait ainsi que tout allait se calmer. Hélas pour lui, la grève et les manifestations se sont maintenues. Le gouvernement a alors fait fermer l'université, les campus et les internats des lycées pour qu'il n'y ait plus un endroit où les jeunes puissent se concentrer.

Pour éviter l'émeute dans les quartiers populaires, il a annoncé des "mesures d'apaisement" pour les couches populaires, notamment la diminution des prix de l'électricité, des loyers et de certaines denrées alimentaires telles que le riz,

le sucre, etc. Certaines taxes douanières ont été également diminuées. Un certain nombre des membres de l'opposition arrêtés au début des événements ont également été libérés en guise de clémence et "d'apaisement".

Tout ceci ramènera-t-il le calme à Abidjan? En tout cas ces derniers jours la situation semblait s'être calmée. L'opposition elle-même aurait lancé un appel pour un retour au calme. Laurent Gbagbo, représentant officiel du "Front Populaire Ivoirien" a déclaré qu'"on peut encore éviter le pire" et que "nous sommes prêts à gouverner".

Houphouët va-t-il saisir cet appel du pied de cet "opposant" qui dit clairement qu'il veut participer à la mangeoire gouvernementale et qui prétend qu'il peut lui ramener le calme? Tout dépend en réalité non pas de Gbagbo mais de la rue.

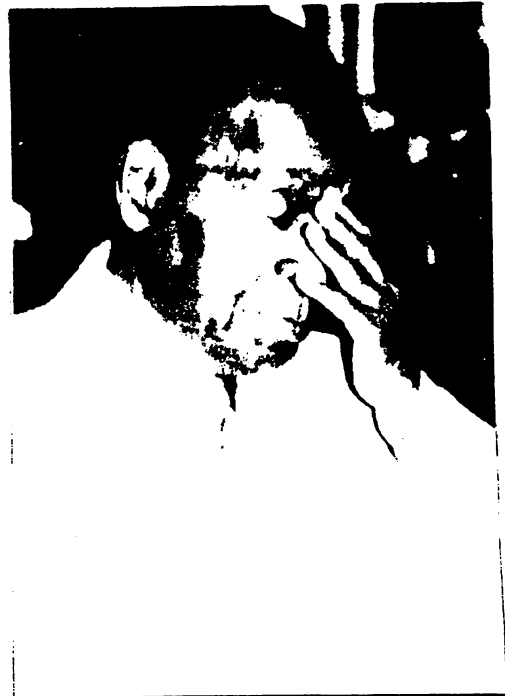
Si les mécontentements populaires et les manifestations se poursuivaient et si la dictature n'arrive pas à y mettre fin, Houphouët va peut-être lorgner vers Gbagbo. Après tout, si "opposant" se réclame-t-il, Laurent Gbagbo n'est pas un homme qui fait peur ni à Houphouët, ni aux privilégiés de la Côte d'Ivoire, ni encore moins à l'impérialisme français.

C'est un politicien bourgeois qui dit à l'avance qu'il ne veut pas toucher au capitalisme. Il se dit tout simplement "patriote" et favorable au "multipartisme". C'est-à-dire qu'il ne veut pas plus que ce que fait Abdou Diouf au Sénégal.

En tout cas Houphouët ne semble pas pour le moment être attiré par les clins d'oeil de Gbagbo. Bien au contraire. Dans son dernier discours, Houphouët, a cité le maréchal français Lyautey: "il faut savoir montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir". Il a ensuite déclaré: "entre le désordre et l'injustice, je choisirai l'injustice.

Pour le moment, les mesures répressives et celles "d'apaisement" semblent

avoir ramené un calme apparent.



Houphouët a reculé sur les mesures d'austérité envisagées. Mais on se souvient comment l'année dernière le dictateur du Soudan a reculé face aux émeutes, en retirant des mesures comme l'augmentation jusqu'à 130% des prix de certaines denrées alimentaires. Une fois le calme rétabli, il est revenu sur les mêmes mesures.

En Côte d'Ivoire aussi, lorsque la mobilisation populaire contre les mesures d'austérité s'affaiblira, le gouvernement tentera de revenir à la charge. Il a dit à l'avance qu'il ne retirait que provisoirement ses mesures.

L'avenir dira si Houphouët réussira à faire le même coup que son compère du Soudan. Mais cela ne dépend pas que de lui. Les travailleurs, les petites gens et les couches populaires de la Côte d'Ivoire ont aussi leur mot à dire et peuvent refuser de ne pas subir ce qu'ont subi leurs frères et soeurs du Soudan.

★

★

★

### Les travailleurs de l'EECI en grève

Les travailleurs en grève de l'EECI, réseau national de distribution de l'énergie électrique ont procédé le 17 février dernier à des coupures de courant allant jusqu'à l'absence totale d'électricité sur l'ensemble du territoire.

Ils protestent contre la poursuite de la politique de redressement de l'EECI qui consiste à licencier des agents (5% de l'effectif en 1988) et à supprimer ou diminuer les avantages acquis.

Le gouvernement a peur que d'autres travailleurs suivent l'exemple de ceux de l'EECI. Il a menti en disant que les coupures de courant sont dues à "l'explosion d'un transformateur".

Manque de pot, son mensonge s'est retourné contre lui. Les coupures de courant ont engendré le mécontentement chez les étudiants qui sont descendus dans la rue.

Ce sont donc les travailleurs qui étaient à l'origine de la vague de mécontentement que le pays a connu.

### Houphouët Boigny: menteur comme un arracheur de dent!

Au cours d'une conférence de presse dans sa luxueuse résidence de Cocody, Houphouët a déclaré à propos des étudiants qui exigeaient le "rapatriement des fortunes" des Ivoiriens placées à l'étranger: "Il n'y a pas un seul milliardaire en Côte d'Ivoire".

Encore un mensonge grossier sorti de la bouche du vieux dictateur. Qui croit-il tromper? Lui-même n'est-il pas un "groto"? Et ses sous-fifres comme Konan Bedié qui se vantent de fêter leurs milliards? Les manifestants n'ont-ils pas raison de dire: "Il faut faire payer les "grotos"?"

Houphouët nous a habitués à ses mensonges. N'a-t-il pas également affirmé que depuis son arrivée au pouvoir, il n'a versé "aucune goutte de sang"?

Heureusement que le mensonge ne tue pas.

### Chirac, donneur de leçon!

Jacques Chirac, interviewé lors de son récent séjour à Abidjan, a déclaré que pour "les pays en voie de développement, le multipartisme est une erreur politique (...), une sorte de luxe que ces pays n'ont pas les moyens de s'offrir".

Selon ce monsieur donc, le multipartisme serait uniquement réservé aux seuls pays riches. Quelle insolence?

Pays riches ou pas, en tout cas les manifestants qui en ont marre des partis uniques imposés par nos dictateurs, les Houphouët, Bongo, Kérékou et compagnie, n'ont pas attendu ce donneur de leçon pour descendre dans la rue et exiger entre autres plus de démocratie pour leur pays. N'en déplaise à monsieur Chirac et autres partisans zélés des partis uniques. Ces événements que viennent de connaître certains pays africains sont non seulement un démenti formel aux allégations de Chirac mais aussi une belle claque sur le bec de ce politicien bourgeois.

## GABON: LA COLERE POPULAIRE A EBRANLE LA DICTATURE DE BONGO

### DEMAIN, ELLE PEUT LA RENVERSER

Ces deux derniers mois, le Gabon a été le théâtre d'un vaste mouvement de protestation et de manifestation de la colère des différentes couches de la population,

Tout a commencé le 16 janvier avec une grève des étudiants pour protester aussi bien contre leurs conditions de vie et de travail que contre leur avenir incertain. Pendant trois jours, ils ont occupé l'enceinte de l'université, bloqué les rues avoisinantes et empêché la circulation. Les lycéens, les élèves et les jeunes chômeurs se sont joints au mouvement des étudiants. La police est intervenue, des bagarres ont éclaté entre les forces de l'ordre et les manifestants, avec des blessés de part et d'autre.

Dans les faubourgs de Libreville, des boutiques ont été pillées et l'on a assisté à des "émeutes de la faim". Dans certains quartiers, des voitures ont été incendiées.

Alors qu'un compromis a été trouvé entre les étudiants et les dirigeants le 24 janvier (Bongo les a reçus dans son palais présidentiel), quelque temps plus tard, le 12 février, les instituteurs se sont mis eux aussi en grève, suivis par les professeurs. Et le mouvement s'élargit avec des grèves des travailleurs dans les secteurs des postes et télécommunications, de l'énergie électrique et de certaines sociétés privées. L'électricité a été coupée, les centraux téléphoniques mis hors d'usage. Le personnel de l'Agence pour la sécurité de la navigation aérienne s'est mis aussi en grève, bloquant au sol plusieurs avions et le pays s'est trouvé paralysé et coupé du monde.

Un groupe de travailleurs en grève représentant différents secteurs de l'économie s'est formé. Refusant d'être représentés par le bureau exécutif du syndicat unique affilié au parti unique de Bongo parce qu'ils n'ont pas confiance en lui et qu'ils préféreraient régler eux-mêmes leurs problèmes, ces travailleurs ont rédigé une liste de revendications parmi lesquelles la création d'un syndicat "libre" et l'ont remise aux autorités.

A l'origine de ces grèves déclenchées par les étudiants et les travailleurs gabonais, il y a surtout les problèmes de la misère, de la famine, de la dictature que connaissent les pays africains. Si, à cause de ses matières premières, le Gabon a été cité pendant longtemps comme un des modèles de développement, par la presse bourgeoise, tel n'est plus le cas aujourd'hui.

Frappé de plein fouet par la crise économique mondiale à cause de la chute du prix de ses matières premières (pétrole, uranium, manganèse, bois), ce pays connaît les mêmes problèmes que ceux de ses voisins et tente de s'en sortir en pressurant de plus en plus les populations. Il y a déjà deux ans, les autorités, au nom de ce qu'elles appellent pompeusement "la conjoncture", ont baissé les salaires de 30 à 40%.

Mais cela n'a pas suffi. Peu de temps avant les récents événements, elles étaient sur le point de diminuer encore les salaires et les bourses. Et c'est contre cette perspective et leurs conditions de vie en général que s'est manifestée la colère de la population. Et cela d'autant plus légitimement que la fameuse "conjoncture" ne choisit ses victimes que dans les milieux modestes. Elle ne frappe que les pauvres. C'est à ces derniers que l'on demande le plus de sacrifices. Les riches -et il y en a au Gabon- eux, la conjoncture, ils ne la connaissent pas. Ils continuent à vivre comme avant, comme si de rien n'était, grâce à des fortunes colossales, qu'ils se sont construites en quelques années d'exercice.

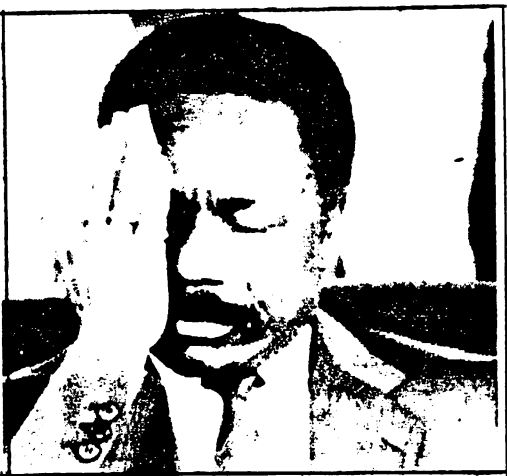
En effet les dirigeants gabonais se sont extraordinairement enrichis grâce à la corruption et au pillage des caisses de l'Etat. Dans son numéro du 5 mars, "Le Figaro", journal que l'on ne peut soupçonner de sympathie pour les opprimés, reconnaît que ce n'est pas à cause de la crise que les caisses de l'Etat sont vides.

On y lit par exemple que le "fameux chemin de fer, transgabonais, facturé 22 milliards, n'a coûté que 7 milliards; la réfection de la route de Lambaréné, facturée 60 millions, est revenue à 31 millions; 40 millions prévus pour les bourses d'étudiants auraient purement et simplement disparu" et que Bongo vient de s'offrir un hélicoptère personnel d'un montant de 140 millions...aux frais de l'Etat gabonais.

C'est avec de telles pratiques que Bongo et ses acolytes ont vidé les caisses de l'Etat et qu'ils cherchent à renflouer en imposant des sacrifices énormes aux populations.

Mais les problèmes que connaissent les opprimés du Gabon ne viennent pas seulement du pillage des caisses de l'Etat et de la corruption. Ces problèmes proviennent essentiellement du pillage du pays en entier par l'impérialisme et notamment français.

Depuis la colonisation jusqu'aujourd'hui, les richesses et la force de travail de ce pays sont essentiellement exploitées au profit de la bourgeoisie française. Même si Bongo et les autres



dirigeants parasites ont des fortunes colossales, celles-ci ne sont absolument rien du tout par rapport aux milliards de francs français que les sociétés comme Elf et d'autres pompent de façon permanente. Les Bongo ne sont en fait que de simples larbins au service de cette exploitation, à qui, au passage, on laisse quelques miettes pour qu'ils maintiennent l'ordre nécessaire dont a besoin l'impérialisme.

Les opprimés gabonais ont toutes les raisons du monde de se battre. C'est par la lutte qu'ils peuvent faire échouer le plan de Bongo et les autres parasites, comme c'est par la lutte seule qu'ils pourront renverser un jour leur dictature. Déjà, les grèves, les révoltes et les émeutes ont ébranlé le pouvoir de Bongo et celui-ci a reculé sur bien des points.

Dès le début des événements, face à la révolte des étudiants, pour satisfaire ces derniers, il s'est débarrassé de son ministre de l'Education et du recteur de l'université; ensuite sur la pression des luttes, il est revenu sur la décision de diminuer les salaires et a promis des augmentations des salaires et des bourses et des allègements d'impôts. Il a également remanié son gouvernement, dissous le Parti Démocratique Gabonais et l'a remplacé par une autre organisation, le Rassemblement social-démocrate.

Et pour finir, Bongo qui, il n'y a pas longtemps, défendait avec arrogance le parti unique comme la seule forme d'organisation politique conforme aux traditions africaines, vient de déclarer qu'il s'engage à conduire le pays vers le multipartisme.

Bongo arrivera-t-il à normaliser la situation? Nul ne peut le dire. Ce qui est sûr, cependant, c'est que les problèmes restent entièrement posés; et ce ne sont pas les simples promesses qui vont changer quoi que ce soit. En tout cas, pour les opprimés, c'est de la lutte seule que peut venir un changement véritable.

Ces luttes qui ont ébranlé la dictature de Bongo montrent que si les travail-



leurs s'organisent, ils peuvent peser encore plus sur les événements et même faire basculer le régime. Ils peuvent fort bien se passer des représentants de l'impérialisme et se prendre eux-mêmes en charge.

MITTERRAND EXPULSE UN "OPPOSANT" GABONAIS  
POUR MONTRER SON SOUTIEN AUX DICTATEURS

Le 28 février dernier, le gouvernement français a décidé d'expulser Mamboundou, un "opposant" gabonais et dans les heures qui suivent, il l'a mis dans le premier avion pour le Sénégal.

Mamboundou est un haut fonctionnaire qui a soutenu pendant longtemps la politique du dictateur Bongo. Et c'est vraisemblablement en échange des services rendus à celui-ci qu'il est nommé à Paris (avec l'accord du gouvernement gabonais) directeur des relations extérieures à l'Agence de Coopération Culturelle et Technique.

C'est ici à Paris, au moment où le régime impopulaire de Bongo est confronté à une crise économique grave que Mamboundou s'est déclaré tout d'un coup opposant. Misant sur une fin peut-être pas éloignée du pouvoir personnel de Bongo, il a créé un "parti d'opposition" appelé Union du Peuple Gabonais (UPG) qui était totalement inconnu avant son expulsion. Il disait volontiers dans certains milieux qu'il allait bientôt prendre le pouvoir.

Demain l'impérialisme français acceptera peut-être sa candidature au poste de valet. Mais pour le moment, il n'a pas l'intention de remplacer un serviteur qui s'est montré fidèle pendant plus de vingt ans.

Alors, les dirigeants français ont choisi comme prétexte une déclaration contre Bongo par ce soi-disant opposant pour l'expulser. Ils veulent par là non seulement faire plaisir à Bongo mais montrer leur soutien aux dictateurs africains, précisément à un moment où certains d'entre eux sont contestés par leurs populations. C'est aussi une façon de rappeler qu'ils sont prêts à intervenir militairement pour maintenir les dictateurs au pouvoir comme ils l'ont fait en faveur de Léon M'Ba du Gabon en 1964, de Mobutu du Zaïre en 1978 et de Habré au Tchad en 1983.

\*

\*

\*

SENEGAL: DIOUF EST UN ENNEMI DECLARE DES TRAVAILLEURS

MAIS CEUX QUI CONVOITENT SON POSTE LE SONT EGALEMENT

Huit partis d'opposition ont décidé de se constituer en un "Front commun de l'opposition nationale" avec à sa tête des personnalités tels que Mamadou Dia, ancien président du conseil, et Abdoulaye Wade du PDS. Ce front se donne comme objectif de demander la démission de Diouf, l'annulation des élections truquées de février 1988 et la réorganisation de nouvelles élections. Il demande aussi la mise sur pied d'un "gouvernement d'union nationale".

Plusieurs meetings communs ont été interdits par le gouvernement de Diouf qui se targue d'être "démocratique". A chaque fois le motif de l'interdiction c'est le fameux "trouble de l'ordre public". Aux dernières nouvelles le front aurait tout de même réussi à faire un meeting tout récemment. Il y aurait eu "plusieurs milliers" de participants qui selon RFI (Radio France Internationale), criaient des slogans tels que "Sopi! Sopi!" ou bien "Diouf démission".

Ce n'est pas un hasard si ce front a été créé à la suite de la nouvelle grève qui secoue pour la deuxième année consécutive l'école et l'université. Les politiciens qui sont à la tête de ce front veulent profiter du mécontentement général que traverse le pays suite aux mesures d'austérité, pour faire pression sur le pouvoir afin qu'il cède, c'est-à-dire qu'il "s'ouvre" à l'opposition. Ils veulent se montrer comme les représentants authentiques des intérêts de la population.

Mais en réalité, ce sont les ambitions personnelles qui les poussent vers l'avant. Mamadou Dia qui se dit "pour le socialisme et la liberté" a déjà été chef du gouvernement de 1960 à 1962 avant d'être écarté par Senghor. Tous deux ont été installés au pouvoir par l'ancienne puissance coloniale. Qu'a-t-il fait sinon exercer en collaboration avec Senghor la dictature sur la population? Il a été enfermé durant douze ans en prison par son "ami" Senghor, mais cela ne lui donne pas une virginité politique. Aujourd'hui, il veut revenir au pouvoir. Il n'a pas renoncé à sa politique de 1960 à 1962. Bien au contraire, il en est fier et il veut remettre ça!

D'un Abdoulaye Wade, qui a dit dans une récente interview que ses idées concernant les travailleurs sénégalais étaient "proches de celles de Le Pen!", que peuvent attendre les travailleurs sinon la trique que le régime actuel leur fait déjà subir?

Non, tous ces gens-là, même quand ils déclarent la main sur le coeur qu'ils sont pleinement en accord avec la colère des travailleurs, n'ont en réalité que du mépris pour les exploités. Ils en parlent d'autant plus qu'ils veulent les tromper.

Vraiment, si les travailleurs et les exploités du Sénégal veulent chercher la voie de leur émancipation, ce n'est pas vers ces politiciens qu'ils devraient se tourner mais plutôt vers eux-mêmes. Ils ne devraient faire confiance qu'à eux-mêmes, qu'en leur propre force. Car c'est la seule manière de ne pas se laisser trahir.



SENEGAL-MAURITANIE

CA BOUGE DANS L'IMMIGRATION AFRICAINE

La coordination des associations africaines a organisé une manifestaion le 24 février dans les rues de Paris, contre la situaion de guerre qui prévaut dans la vallée du fleuve Sénégal.

Le but de la manifestation était de dénoncer la politique des deux gouvernements qui consiste à maintenir la tension à la frontière entre les deux pays.

Les manifestants ont surtout dénoncé la politique de déportation massive des Négro-africains vers le Sénégal. Certaines organisations membres de la coordination voulaient surtout diriger la manifestation uniquement contre le gouvernement d'Ould Taya. Selon elles, seul le gouvernement d'Ould Taya est responsable de la situation actuelle. Elles proposaient de manifester seulement devant l'ambassade de la Mauritanie. Elles refusaient d'admettre toute responsabilité du gouvernement d'Abdou Diouf dans le conflit.

Ce fut le cas du CSDM (Comité de soutien aux Déportés Mauritaniens). Et du coup il y a eu deux manifestations le même jour, une organisée par le CSDM et l'autre par la coordination.

A travers les débats qui ont eu lieu au sein de cette coordination des associations africaines, le nationalisme s'est fortement manifesté contre la politique raciste d'Ould Taya. Certaines, comme le CSDM vont même jusqu'à oublier que Diouf et Ould Taya sont tous les deux des oppresseurs qui vivent sur le dos des pauvres parce que les travailleurs employés dans les mines de Zouérate et dans le port de Nouadhibou, qu'ils soient nég ro-africains ou pas, ils sont exploités de la même manière que les travailleurs sénégalais employés dans les usines de phosphate et dans le port de Dakar.

C'est pour cela que nous, nous trouvons aberrant de faire la distinction entre les deux dictateurs. Et si nous avons accepté de faire partie de la coordination des associations africaines, c'était pour faire entendre un autre son de cloche que celui du nationalisme borné. Leur nationalisme consiste à condamner la politique d'Ould Taya en fermant les yeux sur celle non moins criminelle de Diouf sous prétexte que l'un expulse les négro-africains et l'autre les accueille.

Nous pensons que le problème qui se pose aujourd'hui n'est pas seulement un problème racial. C'est avant tout un problème d'exploitation et d'oppression, car la dictature d'Ould Taya frappe toute la population mauritanienne. Toutes les libertés démocratiques sont interdites. Les ouvriers, qu'ils soient beidanes ou négro-africains, les paysans pauvres sont exploités et opprimés de la même manière. Et si Diouf accepte de recevoir les déportés mauritaniens, ce n'est pas parce qu'il protège les pauvres plus qu'Ould Taya, mais par démagogie, il veut passer pour leur protecteur, leur défenseur. Diouf et Taya sont tous les deux ennemis des travailleurs et des pauvres.

Ceux qui se font des illusions sur Diouf et qui voulaient manifester uniquement contre Taya se trompent car il n'y a pas de choix à faire entre deux dictateurs.

En tout cas le fait que de nombreux travailleurs regroupés dans les associations villageoises sont descendus dans les rues pour dire ce qu'ils ont sur le coeur est une bonne chose. Dans ce sens-là, la manifestation était un succès.

## CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.